

Résumés

Genèse et enjeux des migrations internationales

Éditorial

Le défi des migrations internationales

Les migrations ont toujours existé au cours de l'histoire de l'humanité, mais elles se sont développées sous une forme spécifique avec la naissance et le développement du capitalisme : la migration d'une main-d'œuvre d'esclaves dans la phase mercantile et de travailleurs de l'industrie ou des services dans la phase industrielle. Avec le néolibéralisme, la libre circulation des capitaux, des biens et des services s'est accentuée, sans pour autant déboucher sur celle des travailleurs, marquant ainsi une faille dans la définition théorique et dans son application. Par ailleurs, le travail s'est transformé, avec un double appel d'une main-d'œuvre souple et bon marché : les non qualifiés et les surqualifiés, menant à une migration sélective. La stagnation des périphéries du capitalisme central a accentué la pression migratoire. La crise de l'emploi du centre a fait prendre aux États du Nord des mesures coercitives. La logique même de la croissance capitaliste crée les contradictions et, en conséquence, les graves effets sociaux des migrations actuelles. Les solutions se situent tant au niveau structurel dans l'équilibrage des rapports Nord-Sud et la réorientation du paradigme du développement, que sur le plan conjoncturel dans la reconnaissance et la défense des droits civils, sociaux et culturels des migrants.

Mondialisation et mouvements migratoires

Chakravarthi Raghavan

Les politiques de restructuration liées à la mondialisation aggravent la fracture sociale et l'insécurité économique, facteurs qui augmentent à leur tour les pressions migratoires. Dans un monde de gagnants et de perdants, les perdants ne disparaissent pas par enchantement, ils tentent leur chance ailleurs. Les processus d'intégration à l'économie mondiale ont intensifié les effets perturbateurs de la modernisation et du développement capitaliste. Le potentiel migratoire résulte des différences salariales parmi les postes «ouverts» aux immigrés, telles celles existant entre le Mexique et les États-Unis, la Pologne et l'Allemagne, ou encore l'Indonésie et la Malaisie. Dans de nombreux pays du Sud, la libéralisation effrénée du commerce engendre un surcroît de chômage et stimule l'émigration. Contrairement à une idée reçue, les entreprises transnationales et les investissements directs à l'étranger (IDE) n'ont qu'un impact très limité, en termes de création d'emplois, sur les pays d'émigration. La libre circulation des biens et des capitaux n'atténuera pas les besoins de «circulation» des personnes, au contraire.

Migrations et injustices globales

Irene Leon

L'ampleur du potentiel de migration de populations du Sud vers le Nord renvoie à un ensemble de problématiques globales et transversales. La mondialisation des inégalités et leur nette polarisation sont les principaux effets pervers de la domination du marché à l'échelle planétaire. Mais au-delà, si les contradictions sont effectivement palpables dans bien des domaines, c'est à travers la restriction à la libre circulation des personnes - versus la promotion de la libre circulation des marchandises et des capitaux - que s'exprime le plus clairement comment, selon la logique mercantile, l'humanité est au service de la production de biens et de profits et pas le contraire. Au Nord, l'immigration, principalement la clandestine, est devenue un bouc émissaire pour expliquer tous les maux sociaux et économiques dont souffrent ces pays. Le contrôle des flux migratoires se présente dès lors comme «la» politique nécessaire pour garantir le bien-être et la sécurité quotidienne et, avec ce prétexte, une avalanche de mesures dissuasives et de projets de lois xénophobes sont adoptés. La problématique de l'immigration requiert le développement d'une approche humaine, qui considère les personnes comme telles et non comme des accessoires nécessaires au bon fonctionnement du marché.

Le «marché» des migrations féminines en Asie

Maruja M.B. Asis

Depuis une trentaine d'années, l'idée de voyage en Asie renvoie essentiellement aux migrations internationales de main-d'œuvre, vers les pays du Golfe dans les années 1970, puis à partir des années 1980 vers les économies en expansion des Tigres asiatiques. Cette évolution a conduit au développement d'une migration spécifique à chaque sexe : migration masculine en réponse aux besoins de l'industrialisation (construction et production ; plantation en Malaisie) et migration féminine en réponse au déficit en personnel domestique (Hong Kong, Singapour, Malaisie, Taiwan...). La plupart des femmes migrantes sont originaires des Philippines, d'Indonésie et du Sri Lanka. Dans les faits, leurs migrations revêtent un caractère ambivalent. Elles semblent suggérer une plus grande liberté, une possibilité de choisir, de s'extraire des contraintes familiales, mais leur concentration dans des secteurs sensibles (prostitution...) rendent les femmes et leurs conditions de vie complètement dépendantes du «bon vouloir» de leurs employeurs, hors de tout cadre légal. Les besoins des classes moyennes et la perspective du vieillissement des populations dans les pays développés laissent toutefois présager de la poursuite de la demande en migrantes, notamment pour les tâches domestiques et le service aux personnes âgées. Une première évolution fondamentale serait de ne plus considérer les migrants comme des travailleurs corvéables à merci, mais comme des êtres humains.

Repenser la migration : les flux de «matière grise» de l'Inde vers les États-Unis

A. Aneesh

Ces dernières années, les progrès en matière de technologies de l'information ont provoqué des transformations considérables dans les modes d'organisation du travail à l'échelle planétaire. La possibilité qu'ont désormais les informaticiens d'opérer à distance, par le biais des lignes à haut débit, débouche inévitablement sur des changements significatifs dans les flux internationaux de main-d'œuvre, en particulier entre l'Inde et les États-Unis. Des changements qui ne peuvent être réduits au schéma commercial de l'import-export ou au schéma organisationnel de la sous-traitance et de l'externalisation. La «migration virtuelle de main-d'œuvre» qui consiste à travailler à l'étranger tout en gardant le travailleur à domicile sort la problématique des migrants de ses frontières habituelles. Les forces de la globalisation peuvent dès lors être analysées du point de vue de leurs effets «localisant». Le capitalisme contemporain y gagne une flexibilité nouvelle dans le recrutement de main-d'œuvre, qui permet en outre aux entreprises d'une part, d'éviter toute tension avec l'État-nation au sujet de l'immigration étrangère, des coûts de son intégration physique, sociale et culturelle... et d'autre part, étant donné le caractère invisible du travail virtuel, de ne pas manifester publiquement leur préférence pour une main-d'œuvre étrangère hautement qualifiée, plus souple et

bon marché... L'évolution constante des instruments de production oblige à repenser les relations entre les États, les entreprises et la main-d'œuvre globale.

La migration des travailleurs de l'Inde du Sud vers l'Asie du Sud-Est durant la période coloniale

Adapa Satyanarayana

Durant la période coloniale, la migration des travailleurs de l'Inde du Sud vers la Birmanie et la Malaisie était à la fois un choix libre et imposé. Différents types et courants de migration ont coexisté, selon les diverses stratégies des employeurs, des gouvernements et des travailleurs eux-mêmes. L'émigration donna aux basses castes la possibilité d'améliorer leurs conditions matérielles et de se libérer de leurs situations d'oppression sociale et culturelle. En d'autres termes, malgré le système d'exploitation dans lequel les travailleurs migrants se retrouvaient dans les plantations malaises ou les entreprises birmanes, l'émigration a ouvert aux basses castes de l'Inde du Sud les portes d'une mobilité sociale qui leur était refusée dans leur pays d'origine. Le système de recrutement dominant, par le biais d'intermédiaires omnipotents assimilables à de véritables trafiquants de main-d'œuvre docile, cantonna toutefois le plus souvent les migrants indiens dans un asservissement fonctionnel au développement des économies malaise et birmane.

L'immigration africaine en ces temps de globalisation

Albert Kasanda Lumembu

L'immigration n'est pas un phénomène nouveau sur la planète. Ce processus est, aujourd'hui, marqué du sceau de la mondialisation néolibérale. Il se conçoit soit comme une réponse aux besoins du marché, soit comme une tentative désespérée de fuir les effets négatifs produits par celui-ci. Dans le premier cas, il s'adresse à l'élite intellectuelle, économique ou sportive, tandis que dans le second cas de figure, il vise principalement les masses déshéritées en quête du pays de cocagne. L'Afrique subsaharienne ne fait pas exception à cette dynamique mondiale. Nombreux sont les Africains qui veulent partir de chez eux, quel qu'en soit le prix. On distingue une double immigration : intra africaine et extra africaine. Les causes sont essentiellement les mêmes dans l'un et l'autre cas. A l'échec des différents modèles de développement mis en place s'ajoutent différents facteurs dont les guerres civiles, les calamités naturelles et l'instabilité politique, économique ou sociale. Si l'hémorragie humaine actuelle du continent noir s'explique par les nombreux déficits de l'Afrique, il faut aussi dire qu'elle y contribue largement dans la mesure où elle prive ce continent d'une part importante de ses forces productives. L'avenir de l'Afrique passe moins par la volonté de partir que par celle de bâtir et d'inverser le rapport des forces actuel dans lequel ce continent s'enlise.

Les réfugiés mozambicains en Afrique du Sud : rapatriement volontaire ou refoulement déguisé ?

Aurelia Wa Kabwe Segatti

De 1994 à 1996, le HCR et le gouvernement sud-africain organisèrent le rapatriement volontaire de 31 589 réfugiés mozambicains. Dans le même temps, des centaines de milliers de personnes étaient expulsées d'Afrique du Sud vers le Mozambique en tant que «clandestins». L'exemple des réfugiés mozambicains en Afrique du Sud illustre l'une des limites du système international de protection des réfugiés, impuissant devant des politiques d'immigration coercitives qui constituent, dans ce cas, une forme originale de migrations forcées «à rebours». On peut pourtant se demander s'il n'y a pas, dans ce cas, une contradiction avec la défense de l'intérêt national sud-africain. L'entretien de poches de pauvreté au Mozambique, la criminalisation des immigrés «économiques» en Afrique du Sud et la précarisation des transferts financiers vers les pays moins riches sont autant de facteurs qui ajoutent à la fragilité régionale. Au-delà, la politique économique libérale, tant du côté sud-africain que du côté

mozambicain, constitue sans doute la cause principale des difficultés actuelles. L'adoption de plans d'ajustement structurel, synonymes d'un retrait de l'État, a accentué les inégalités sociales en dépit de taux de croissance spectaculaires. A moins de réduire la pauvreté, le risque de violence et de déplacements de population demeure important, au Mozambique et ailleurs.

La «gestion humanitaire» des camps de réfugiés au Kenya

Peter Mwangi Kagwanja

Au cours des années 1990, le Kenya a été confronté à un tel afflux de réfugiés qu'il a dû faire appel à l'aide internationale. Les organismes d'assistance se sont alors employés à gérer la masse anonyme de ces nouveaux venus en la triant par ethnies, clans ou sexes. Les réfugiés ont réagi en réécrivant leur histoire de façon à entrer dans les catégories du système humanitaire, adoptant des stratégies de survie pour s'adapter à leur nouvel environnement «culturel». Il semble que les «humanitaires» aient eux-mêmes joué sur une prétendue «tradition africaine» pour maintenir l'ordre dans les camps de Kakuma et de Dadaab, quitte à égratigner les règles internationales de protection des réfugiés. La majorité des occupants de ces camps sont des jeunes sans qualifications et des dépendants écartés des ressources économiques, sociales et politiques de la ville. Si l'administration kenyane a souvent fermé les yeux sur la présence, en milieu urbain, d'une «élite» d'exilés - intellectuels, politiciens, entrepreneurs, ingénieurs ou médecins - du moment que celle-ci s'intégrait bien dans le jeu d'une économie formelle, les autorités ont en revanche «diabolisé» la «classe dangereuse» des immigrés clandestins, accusés de se faire passer pour des réfugiés et régulièrement victimes de rafles policières, d'arrestations prolongées et d'extorsions variées, quand il ne s'agissait pas, tout simplement, de les renvoyer dans les camps.

L'impact de l'élargissement de l'Union européenne sur les migrations arabes et sud-méditerranéennes

Bichara Khader

La comparaison des tendances démographiques dans l'UE, dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) et dans les pays méditerranéens, l'analyse des expériences passées en matière de flux migratoires, et les perspectives de développement du marché du travail démontrent clairement que les PECO ne constituent pas de sérieux concurrents aux pays sud-méditerranéens qui demeureront dans les prochaines décennies les principaux gisements de flux migratoires, vers l'UE élargie. A cela deux raisons fondamentales. Les perspectives de croissance dans les PECO, le captage d'investissements massifs, la réduction graduelle des différentiels de salaire, de revenu et de niveau de vie, ainsi que les structures démographiques devraient se combiner pour limiter l'émigration de ces pays. En revanche, la situation en Méditerranée, diamétralement opposée à celle observée dans les PECO quant à la structure par âge de la population, les inquiétantes perspectives en matière de chômage ainsi que la lenteur des réformes politiques devraient agir comme de puissants incitants au départ. La réaffirmation de l'intérêt stratégique de l'implication européenne en Méditerranée, dans la perspective de l'élargissement à l'Est, se fonde sur le souci de préserver l'équilibre au sein de l'UE, de restaurer la sécurité régionale et de refonder le dialogue culturel mis à mal par la stigmatisation dont les Arabes et les musulmans sont l'objet. Elle se fonde aussi sur une vision réaliste et généreuse du continent : «plus qu'une Europe-espace et moins qu'une Europe-puissance».

La question migratoire dans la Caraïbe à l'aube du 21^e siècle

Suzy Castor

Les tendances du phénomène migratoire caribéen ainsi que son impact, ambivalent, reflètent les problèmes et contradictions des sociétés de la région. La globalisation et l'expansion du marché international, en même temps qu'elles élargissent la brèche entre pays riches et pays pauvres, contribuent à augmenter la misère dans les zones périphériques, alimentant le chômage et les

tendances à l'exode. Dans un tel contexte, il faut prévoir deux mouvements du phénomène migratoire. D'une part, augmentera le flux traditionnel de la région vers les zones développées, particulièrement les États-Unis, les ex-métropoles et le Canada. D'autre part, avec les niveaux inégaux de PIB et d'emploi au sein de la région, beaucoup de pays seront à la fois récepteurs et émetteurs de main-d'œuvre. Le caractère clandestin de ces migrations ainsi que la «fuite des cerveaux» sont également en augmentation. Tant dans les pays d'«accueil» que dans les pays d'émigration, les effets économiques, culturels et politiques des mouvements de population, dans leurs dimensions positives et négatives, ne peuvent être sous-estimés. Une véritable politique d'avenir devrait, sur une base internationale, s'attaquer aux causes réelles de l'émigration, protéger les populations migrantes et établir une gestion concertée et cohérente des «flux» de ressources humaines...

Les migrations boliviennes et la mondialisation

Jean-Paul Guevara

Pratiques ancestrales, modes de vie et stratégies de survie, types particulier d'occupation de l'espace répondant à une certaine conception du monde, voire même élément constitutif d'un véritable «habitus» de mobilité, les migrations internationales ont toujours fait partie de la culture et de l'histoire des populations boliviennes. Avec elles, se sont développées des formes spécifiques d'organisation sociale assurant la reproduction et la survie des communautés locales. Mais, avec le processus de mondialisation, ces formes d'organisations et de style de vie sont aujourd'hui en train de se disloquer. En cause, les pressions toujours plus grandes que la mondialisation fait peser sur ces populations, les obligeant à se déplacer toujours plus loin et plus longtemps, souvent de manière définitive ; ce qui se traduit par la perte des liens avec la communauté originelle et, partant, par l'accroissement de leur vulnérabilité et la réduction de l'espace des «possibles» qui se présentent à elles. L'histoire des migrations boliviennes, d'abord vers l'Argentine - pays de destination longtemps privilégié - et aujourd'hui bien au-delà, permet de rendre compte de ce processus.

Les migrations latino-américaines aux États-Unis, sur fond d'inégalités et de discriminations

Juan Carlos Bossio Rotondo

L'importance de l'immigration latino-américaine et caribéenne aux États-Unis n'est plus à démontrer. Si elle revêt diverses formes, elle est globalement en croissance et acquiert un poids social et politique non négligeable que les autorités états-uniennes ne peuvent ignorer, surtout en période électorale... La problématique des flux migratoires et particulièrement du sort réservé aux travailleurs migrants reste toutefois exclue des négociations continentales sur le projet de Zone de libre-échange des Amériques. Les abus, la marginalisation et l'exploitation du travailleur migrant et de ses proches sont pourtant graves et fréquents. Répression, refoulement, discrimination d'un côté, laisser-faire des employeurs nationaux ou transnationaux de l'autre. Dans le jeu de l'offre et de la demande du marché de l'emploi, la politique états-unienne n'intervient, pour l'essentiel, que sur le plan sécuritaire. Et la tendance n'a fait qu'empirer depuis le 11 septembre 2001, malgré les efforts mexicains pour mettre le thème à l'agenda des rencontres bilatérales entre les deux grands voisins. Les conditions minimales au dialogue sont la ratification et le respect par les États-Unis des normes internationales relatives aux droits des migrants. Au-delà, les inégalités structurelles, approfondies par les politiques de «libre-échange», restent de toute évidence les premières causes de l'émigration latino-américaine.